

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1185^e
SÉANCE

Jeudi 10 octobre 1968,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite).....	
Point 37 de l'ordre du jour:	
Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)	1

Président: M. Richard M. AKWEI (Ghana).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

et

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) [A/7203, chap. III; A/7251, E/4496, E/AC.54/L.25, E/AC.54/L.28, E/AC.54/L.29/Rev.1, E/AC.54/L.30, E/AC.54/L.31, TD/B/186/Rev.1]

1. M. CHTOUROU (Tunisie) rappelle que le succès des efforts de la Commission dépend essentiellement de l'organisation de ses travaux. Les délégations se rendent de mieux en mieux compte combien il lui est difficile de débattre toutes les questions qui intéressent le développement économique; de fait, le Conseil économique et social, qui est censé débattre les mêmes questions, n'arrive pas à achever d'étudier à temps tous les points inscrits à son ordre du jour. Il est gênant que la Commission doive interrompre ses travaux pendant une période de trois semaines pour faire place à la reprise de la quarante-cinquième session du Conseil, et suggérer que le Conseil renvoie l'examen de certaines questions à des dates ultérieures n'est pas une solution. On peut se demander si tous les rapports des divers organismes des Nations Unies qui s'occupent de questions économiques doivent passer obligatoirement par le canal du Conseil économique et social, même si c'est là une obligation inscrite dans la Charte et dans diverses résolutions; il devrait y avoir, en fait, une coordination plus adéquate entre la Deuxième Commission et ces organismes. Une autre question importante est celle du chevauchement des tâches: il arrive que les mêmes questions soient étudiées par différents organismes où sont représentés les mêmes Etats. C'est ainsi que la question du financement extérieur, qui a été à maintes reprises discutée à la Deuxième Commission, a été débattue pendant deux mois par la troisième Commission de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) à sa seconde session. La Commission des invisibles et du financement lié au commerce, organe de la CNUCED, continue à consacrer beaucoup de temps à ce problème, et il est surprenant qu'il y ait si peu de coor-

dination dans le domaine de la documentation soumise à ces organismes.

2. Les travaux de la Deuxième Commission doivent avoir pour but de tracer des lignes de politique générale pour les organes économiques des Nations Unies, dont l'efficacité dépendra d'une bonne coordination. A cet égard, il est réconfortant de constater que le problème de la coordination inquiète aussi le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. Ces questions d'organisation et de coordination se poseront avec plus d'acuité au fur et à mesure de l'élaboration d'un ordre international, au sein duquel chaque pays aura à se conformer à des obligations déterminées. L'élaboration complexe et difficile de cet ordre international dépendra de l'instauration d'une paix mondiale fondée non sur l'équilibre des forces entre les blocs mais sur une atmosphère de confiance mutuelle, qui permettrait d'utiliser au maximum les possibilités de construire une société meilleure. Le fait qu'une question concernant l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement soit inscrite à l'ordre du jour de la Commission (point 40) démontre que la question de la paix ne doit pas être laissée entièrement à d'autres organes.

3. Les chiffres donnés dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1967^{1/} et dans la déclaration d'introduction du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.1002) montrent de façon frappante l'écart qui existe entre les pays nantis et les pays en voie de développement. Ces chiffres indiquent que près de la moitié de la population du globe (à l'exclusion de la Chine continentale) ne participe que pour un huitième à la production mondiale des biens et services, que deux tiers de la population mondiale vivent dans des pays dont la production par tête d'habitant est inférieure à 100 dollars par an et que la productivité dans les pays en voie de développement n'a pas suivi le rythme hallucinant de la croissance démographique. En outre, le courant net des ressources en provenance des pays développés vers les pays en voie de développement a tendance à diminuer, tandis que le courant inverse des capitaux en provenance des pays en voie de développement a augmenté depuis peu. En Afrique, si le taux de croissance de 1 p. 100 que l'on a constaté pour la période de 1960 à 1966 se maintenait, il faudrait encore 110 ans avant que ce continent parvienne à une croissance économique soutenue. Il est temps que ces faits soient connus, non seulement des cercles de spécialistes, qui les étudient, mais aussi du grand public. A cet égard, le rôle de l'information apparaît comme primordial, et l'on pourrait éditer une sorte de mémento destiné à

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.C.3.

faire connaître cette situation à l'opinion publique des pays développés et d'encourager les peuples de ces pays à consentir les sacrifices nécessaires pour le progrès de l'humanité.

4. Cette campagne de publicité doit faire partie d'un plan d'action global pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. En dépit des résultats peu brillants de la Décennie en cours, qui n'est après tout qu'une première tentative, on peut en tirer des leçons importantes. L'élaboration, à l'échelle du monde entier, d'une stratégie globale pour le développement est extrêmement difficile et la délégation tunisienne est d'accord avec tous ceux qui se déclarent contre les slogans et contre les simplifications excessives de phénomènes extrêmement compliqués. Il n'en demeure pas moins que la deuxième Décennie doit avoir pour objectif principal de donner une vision globale du développement du monde dans les dix années à venir, où chaque élément du tout aura une tâche précise à accomplir. Il est bien entendu que les pays en voie de développement auront, quant à eux, la plus grosse tâche à accomplir et que le développement n'est pas seulement une affaire de commerce, de marchandises et de capitaux, mais surtout une affaire d'hommes et de modernisation des structures, qui appelle des mesures telles que l'abolition de toutes les entraves à la mise en valeur moderne des terres, et la réforme des structures économiques et commerciales, ainsi que celle des procédures et des pratiques administratives et politiques. Il est nécessaire que les pays en voie de développement arrivent à la mobilisation pleine et entière de toutes leurs ressources.

5. Les pays nantis ont aussi certaines obligations et la Décennie des Nations Unies pour le développement doit élaborer ces obligations respectives et réciproques des pays en voie de développement et des pays développés. Le représentant de la Tunisie se réjouit de la place que les responsables de la conception de la Décennie semblent donner au développement régional. Certes, il y a d'autres problèmes qui doivent être débattus, et notamment les problèmes de méthodologie; les gouvernements respectifs ayant par ailleurs à donner leur avis sur tous les documents qui leur sont soumis, ce n'est peut-être qu'au cours de la session suivante que la Commission sera en mesure de débattre en détail le problème.

6. M. VRATUSA (Yougoslavie) estime qu'il faudrait accélérer et améliorer la préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et formuler des propositions pour l'élaboration d'une stratégie internationale et d'une politique internationale du développement. Les Etats Membres seront appelés à prendre des décisions politiques et les gouvernements doivent participer directement à cette préparation. La délégation yougoslave se réjouit donc de ce que le Conseil économique et social et le Conseil du commerce et du développement aient décidé de créer des organes préparatoires pour la Décennie; il est à espérer que les activités de ces deux organes, ainsi que celles des organismes des Nations Unies qui s'occupent de questions économiques et sociales, seront pleinement coordonnées. Si l'on veut que la deuxième Décennie pour le développement puisse faire des progrès plus grands et plus rapides que la pre-

mière, il convient de se mettre d'accord sur un programme bien défini de coopération internationale pour le développement, dont les objectifs soient réalisables, et mesurables, et sur des mesures pratiques permettant d'atteindre ces objectifs. Il est temps que la communauté internationale engage le dialogue afin de déterminer comment elle devra résoudre les questions clefs de coopération internationale pour le développement au cours de la prochaine Décennie.

7. Bien que la première Décennie des Nations Unies pour le développement n'ait pas donné de résultats tangibles, elle a permis d'acquérir une expérience fort utile et de faire comprendre combien les intérêts économiques des pays développés et ceux des pays en voie de développement sont interdépendants et comment, dans les relations économiques internationales, il faut savoir se départir de principes périmés. Elle a démontré également que les problèmes du développement ne peuvent être résolus par des mesures *ad hoc* ou isolées mais demandent les efforts concertés de la communauté internationale dans le cadre d'un vaste programme d'action nationale et internationale.

8. En dépit des progrès impressionnants de la science et de la technique, le contraste entre la prospérité des pays industrialisés et les conditions de vie des pays en voie de développement est plus saisissant que jamais. Les pays en voie de développement doivent prendre sur eux-mêmes d'exécuter les modifications de structure qui leur permettront de mettre à profit les progrès scientifiques et techniques pour accélérer leur développement économique. Pour ce faire, ils auront besoin d'une coopération et d'un soutien extérieurs, qui devront leur être accordés dans le respect des principes de souveraineté, de non-ingérence dans les affaires intérieures et d'égalité des pays intéressés.

9. La première Décennie des Nations Unies pour le développement a fait prendre conscience du fait que le développement, en raison de ses incidences politiques, ne doit laisser personne indifférent. De même, les aspects économiques du problème sont très importants pour les pays développés comme pour les pays en voie de développement; les pays industrialisés, en adoptant une politique plus libérale envers les importations de pays en voie de développement, par exemple, acquerraient du même coup le moyen d'accroître leur propre commerce et d'autres formes de coopération économique.

10. La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne doit pas seulement fixer à l'échelon mondial des objectifs ainsi que des programmes pour atteindre ces objectifs, mais elle doit être aussi un instrument permettant de continuer à améliorer les conditions nationales et internationales et de faciliter la réalisation des divers objectifs fixés. Elle devra assurer l'utilisation rationnelle et effective des ressources et servir d'organe de coordination efficace pour les activités des divers organismes des Nations Unies. Il ne faut pas considérer la Décennie seulement comme l'une des nombreuses entreprises des Nations Unies mais aussi comme un défi lancé à la pauvreté et aux autres maux qui affligent le monde, et comme le cadre d'efforts concertés pour diminuer l'écart qui existe entre les pays développés et les pays en voie de développement.

11. Deux éléments vitaux de la deuxième Décennie se sont dégagés jusqu'ici, à savoir une stratégie internationale du développement et une politique internationale du développement. Au titre de la première, on établira un programme d'action, avec contrôle de sa mise en œuvre, notamment en fixant des objectifs précis et en prenant autant d'engagements précis que possible. La deuxième servira à orienter les actions des pays développés et en voie de développement pendant la prochaine période de coopération internationale pour le développement. La coopération internationale qui, dans le contexte de la stratégie du développement, doit obéir à des considérations de développement économique et être fondée sur les principes de la Charte devra servir non seulement à appuyer les efforts des pays en voie de développement mais aussi à établir un nouveau système économique international, dans lequel ces pays deviendront progressivement compétitifs et parviendront à une véritable égalité avec les pays industrialisés. Cette politique devra comporter des mesures convergentes portant sur tous les aspects essentiels du développement de manière à obtenir un équilibre et une coordination appropriés des activités d'une sphère à l'autre. La planification de la famille, les programmes d'enseignement et la formation de personnel constituent des exemples de mesures convergentes de ce genre.

12. Au cours de la première Décennie, un dispositif institutionnel a été créé dans des domaines comme le commerce international, l'industrialisation et le financement. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est acquitté avec succès de ses fonctions essentielles; par conséquent la délégation yougoslave appuie sans réserve l'appel que le Secrétaire général a lancé aux Etats Membres pour leur demander d'augmenter leurs contributions au PNUD. Toutefois, étant donné que les activités de celui-ci sont limitées à l'assistance technique et au financement du préinvestissement, il est indispensable de donner au Fonds d'équipement des Nations Unies la possibilité de participer au financement de projets d'investissement dans les pays en voie de développement. Cela permettrait aux Nations Unies de participer plus efficacement au processus de développement mondial, en coordination avec les principales institutions internationales de financement. Bien entendu, il importe de conserver le sens des réalités en estimant les possibilités d'une telle entreprise, mais elle constituerait un facteur politique considérable de mobilisation des ressources pour le développement. Les activités de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sont également restreintes du fait du manque de ressources, et la communauté internationale, et en particulier les pays développés, devraient doter cette organisation de moyens suffisants pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions.

13. Etant donné que pendant la deuxième Décennie le rôle de la CNUCED dépendra de son aptitude à exercer des activités opérationnelles, elle devrait dès à présent se livrer à des travaux d'exploration, à des consultations et à des négociations. Il est devenu urgent de renforcer les fonctions de négociations de la CNUCED car la Conférence, à sa deuxième session, a renvoyé un certain nombre de questions au Conseil du commerce et du développement pour examen. Le

Conseil sera donc intimement mêlé à la préparation de la deuxième Décennie; à cet égard, la délégation yougoslave appuie énergiquement le point de vue exprimé par le représentant du Brésil à la 1183ème séance.

14. La création d'organisations telles que la CNUCED, l'ONUDI et le PNUD appelle un réexamen de l'organisation et des méthodes de travail de la Commission. A la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale; la délégation yougoslave a déclaré que la Deuxième Commission devait entreprendre d'examiner de façon approfondie les rapports présentés par les principaux organes des Nations Unies s'occupant de problèmes économiques et étudier certains grands problèmes du développement. La Commission devrait avant tout se pencher sur la préparation et la rédaction de son ordre du jour car il est temps d'abandonner la pratique consistant à faire examiner une question plusieurs fois à différents niveaux. Il conviendrait que la Commission se concentre sur l'examen des activités d'autres organes subsidiaires s'occupant de questions économiques et formule des directives et des avis pour leurs futurs travaux. Les rapports entre les pays en voie de développement et les pays développés devraient prendre la forme d'un dialogue constructif permanent et non d'une confrontation. Les travaux de la Commission doivent être modernisés pour lui permettre de parvenir à des décisions et à des résolutions formulées conjointement.

15. M. SOMAVIA (Chili) déclare que l'échec de la première Décennie des Nations Unies pour le développement reflète une crise grave de la coopération internationale. La situation exige qu'on évalue sans illusions ce que les Nations Unies, et les pays en voie de développement en particulier, peuvent attendre de la deuxième Décennie. Si les perspectives sont décourageantes, les pays en voie de développement seront contraints de reviser le concept de développement qu'ils avaient accepté jusque-là. La Commission ne doit donc pas entamer la discussion relative à la planification détaillée de la deuxième Décennie avant d'avoir fait une analyse honnête des causes de l'échec de la première; il est important de reconnaître que tous les pays et toutes les institutions intéressés sont dans une certaine mesure responsables de cet échec.

16. La délégation chilienne estime que deux des principales causes du bilan décevant de la première Décennie sont, d'abord, que certains pays continuent de rejeter les principes sur lesquels reposent en général les mesures proposées, ensuite, que les pays nantis manquent de compréhension. Des principes utiles, tels que la planification et les tarifs préférentiels généraux, se sont heurtés à une opposition, uniquement parce qu'ils se situaient en dehors des mesures traditionnelles acceptables. De plus, les pays développés ont prouvé qu'ils ignoraient tout des facteurs psychologiques, culturels, sociaux, politiques et humains du sous-développement et se sont donc assez peu intéressés au succès de la Décennie. Heureusement, certains pays développés ont montré récemment qu'ils comprenaient très bien les exigences du tiers monde.

17. Comme l'a fait observer le Ministre des affaires étrangères du Chili à la 1685ème séance plénière de

l'Assemblée générale, les pays en voie de développement de leur côté n'ont pas réussi à forger l'unité durable qui leur aurait permis d'exercer une pression continue, intelligente et imaginative sur les pays développés. En outre, d'une façon générale, ils n'ont pas su amorcer le processus de profond renouvellement structurel qui est indispensable au développement.

18. Enfin, le dispositif international créé pour traiter des problèmes de développement est surchargé et par conséquent manque d'efficacité. Il faut, de toute évidence, procéder à un réexamen complet, même si on doit pour cela amender la Charte des Nations Unies.

19. Le résultat de tous ces facteurs est qu'en fait la première Décennie n'avait pas de politique du développement, et c'est une situation qui risque fort de se perpétuer pendant la deuxième Décennie si on ne s'applique pas à remédier directement à chacun desdits facteurs.

20. Tout d'abord, il est nécessaire que les innovations utiles proposées au cours des dernières années soient pleinement acceptées. Des mesures comme le lien qu'on a proposé d'établir entre la création de liquidités internationales et l'accroissement du courant de capitaux de développement, ou comme le remplacement du concept de "transfert des techniques" par celui d'"assimilation des techniques", ou encore l'élimination des pratiques de transport défavorables ne devraient plus rencontrer d'opposition de la part de certains membres de la communauté internationale. La nécessité d'une réforme du système monétaire international est apparue de plus en plus clairement au cours des dernières années, lorsque les mesures prises par les principaux pays développés pour résoudre les difficultés de leur balance des paiements ont eu des effets adverses sur le développement des pays en voie de développement. La délégation chilienne est d'avis, en fait, qu'il faudrait réunir une conférence internationale pour analyser le système financier international du point de vue de ses incidences sur les intérêts des pays en voie de développement, en insistant sur leur droit à participer effectivement à la prise des décisions.

21. Pour surmonter l'indifférence des peuples des pays développés à l'égard des problèmes des nations plus pauvres, il faut que leurs gouvernements fassent des efforts intensifs, avec l'appui des services d'information des Nations Unies, pour former l'opinion publique dans ce domaine et lui "vendre", à force de réclame, l'idée du développement.

22. Les pays en voie de développement devront, pour leur part, assumer pendant la deuxième Décennie des responsabilités nouvelles et plus lourdes. Il leur faudra surtout effectuer les réformes intérieures nécessaires pour garantir le règne de l'efficacité et de la justice sociale. Ils devront également — et cela est presque aussi important — mettre au point des moyens d'action commune qui, tout en respectant les intérêts de chaque pays, leur permettent d'exercer une pression conjointe sur les pays développés. Si, par exemple, les producteurs des principaux produits de base parvenaient à se mettre d'accord sur les grandes lignes d'une politique commerciale commune, ils pourraient très facilement contrôler le niveau de l'offre et celui des prix,

et il se pourrait fort bien que les termes de l'échange leur deviennent alors favorables. Une politique semblable pourrait ensuite être élaborée pour chaque produit de base.

23. Le succès de toute action internationale future dépend, bien entendu, dans une large mesure, de l'aptitude des organisations internationales à s'acquitter des tâches qui leur sont confiées. Pour cette raison, la délégation chilienne estime qu'il conviendrait de procéder à un examen approfondi et objectif de leur fonctionnement, non pas pour critiquer leur travail, mais pour leur permettre de contribuer aussi efficacement que possible à la tâche commune. Les pays en voie de développement, de leur côté, devraient envisager la possibilité d'une représentation commune dans les organisations internationales.

24. La délégation chilienne est persuadée que la CNUCED doit pouvoir jouer, sur un pied d'égalité, un rôle central et décisif dans la préparation et la réalisation des programmes de la deuxième Décennie. En tout état de cause, les travaux préparatoires devraient commencer dès que possible. Dans le cadre de ces travaux, il conviendrait d'examiner notamment la proposition très importante tendant à établir un dispositif pour superviser les résultats et le déroulement de la Décennie. L'existence d'un tel dispositif permettrait de lancer la Décennie sans spécifier nécessairement tous les détails de son contenu; de l'avis de la délégation chilienne, le dispositif en question devrait être indépendant aussi bien des gouvernements que des institutions internationales.

25. Au cours de la présente session, les discussions sur la Décennie devraient porter sur quelques-unes des directives destinées aux organes participants. Il semble généralement admis que l'un des principaux objectifs de la discussion est d'arriver à formuler une stratégie globale du développement, visant à la création d'une nouvelle structure économique internationale. Toutefois, il est une autre idée directrice extrêmement importante, à savoir la généralisation de l'idée de préférence tarifaire.

26. En conclusion, M. Somavia fait appel à tous les pays développés épris de progrès afin qu'ils aident les pays en voie de développement dans leur effort en vue de susciter, au sein de la communauté internationale, la volonté politique nécessaire pour redonner vie à la coopération internationale, grâce à l'acceptation de concepts tels que la stratégie globale, les mesures convergentes et les références tarifaires généralisées.

27. M. ZADOK (Israël) déclare que, malgré les efforts accomplis depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1710 (XVI), relative à la Décennie des Nations Unies sur le développement pour réduire l'écart entre les revenus par habitant des pays économiquement développés et ceux des pays peu développés, cet écart s'est encore accentué. Dans environ 40 des pays les plus pauvres du monde, le revenu moyen annuel par habitant est de 120 dollars, soit le vingt-cinquième du revenu par habitant des Etats-Unis. Si le revenu par habitant continue à ne progresser qu'au taux annuel de 1 p. 100 dans les pays peu développés d'Afrique, il lui faudra environ 70 ans pour doubler. Le tableau plus encourageant

qu'offre une comparaison entre les taux de croissance du produit national brut est trompeur; en effet, l'essor démographique a pour effet de ramener le taux de croissance par habitant à environ 1,5 p. 100 par an dans les pays peu développés, alors qu'il est d'environ 3,5 p. 100 dans les pays développés. La conclusion inévitable que l'on peut en tirer est que la Décennie des Nations Unies pour le développement a été un échec, pour ce qui est de la réalisation de son objectif principal.

28. Les deux principaux obstacles posés sur la voie d'une croissance auto-entretenu dans les pays développés sont le manque de capitaux et le manque de compétences.

29. Le rapport entre les investissements par habitant dans les pays en voie de développement et dans les pays développés est de 1 à 12. De plus, le mouvement de capitaux vers les pays en voie de développement a diminué au cours des dernières années, alors que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a estimé que ces pays pouvaient absorber d'une manière productive une somme supérieure de 3 milliards à 4 milliards de dollars au montant des transferts actuels de capitaux. En fait, si le mouvement de capitaux vers ces pays n'augmente pas substantiellement au cours des années à venir, dans les années 1970 les versements opérés par les pays en voie de développement au titre du service de la dette seront égaux ou même supérieurs aux rentrées de capitaux nouveaux.

30. Pour diverses raisons, ces capitaux proviendront essentiellement, pendant de nombreuses années encore, de l'aide bilatérale et multilatérale. L'augmentation envisagée de la capacité de prêt de la BIRD n'est pas une solution pour les pays en voie de développement, car peu d'entre eux peuvent acquitter les taux d'intérêt élevés ou fournir le genre de caution exigés sur le marché. La proposition Horowitz, qui a été présentée à la CNUCED en 1964^{2/}, tend à surmonter ces obstacles. Elle aurait pour effet de faire bénéficier les pays en voie de développement de taux d'intérêt subventionnés qui leur seraient accordés grâce à des cotisations versées par les pays développés à un fonds de péréquation des intérêts qui permettrait à la Banque ou à une institution similaire de prêter aux pays en voie de développement, à des conditions "avantageuses", des sommes obtenues sur les marchés de capitaux aux taux commerciaux courants. La subvention ne s'élèverait qu'à 50 ou 60 millions de dollars par an pour un prêt d'un milliard de dollars accordé aux pays en voie de développement. Les pays développés fourniraient également, par un système de garanties, une caution supplémentaire pour le remboursement des prêts.

31. Le Groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement de la CNUCED et le secrétariat de la Conférence lui-même ont approuvé les clauses de la proposition, et dans son rapport intitulé Financement extérieur du développement économique: le courant international des capitaux à long terme et les donations

publiques, 1962-1966^{3/}, le Secrétaire général a déclaré qu'elle était particulièrement intéressante, vu la nécessité de trouver d'urgence des mesures propres à adoucir les conditions auxquelles les pays en voie de développement peuvent emprunter sur le marché des capitaux. Il est vrai que les pays développés éprouvent quelque répugnance à s'écarter ainsi des pratiques budgétaires orthodoxes; d'après la délégation israélienne, le temps est maintenant venu où ces pays doivent vaincre leur répugnance et appuyer une idée qui, à long terme, sera pour eux une source de bénéfices puisqu'elle se traduira par l'accroissement du pouvoir d'achat des pays en voie de développement et le développement du volume des échanges internationaux.

32. La création de nouvelles liquidités par le système des droits de tirage spéciaux récemment annoncé par le Fonds monétaire international (FMI) peut, si le système est géré judicieusement, favoriser le commerce international. Pourtant, les aménagements proposés pour l'attribution de nouveaux droits ne feront que perpétuer les allocations actuelles. La délégation israélienne estime que, pour répondre aux besoins des pays en voie de développement, il faudra trouver une formule par laquelle ces pays se verront attribuer une part relativement plus grande des nouvelles réserves; par exemple, on pourrait répartir également une partie de ces réserves entre tous les membres, tout en conservant les proportions actuelles pour le reste.

33. Comme M. Zadok l'a déjà dit, nombre des problèmes des pays en voie de développement sont dus à l'insuffisance des compétences, mais l'assistance technique — l'apport de compétences de l'extérieur — ne doit pas être présentée comme pouvant remplacer les capitaux. Israël sait, par expérience, que la formation en cours d'emploi est l'un des instruments les plus utiles pour l'acquisition de compétences agricoles et industrielles. L'expérience pragmatique qu'Israël a acquise en matière de formation de personnel explique probablement le succès de son programme de coopération technique avec d'autres pays en voie de développement. Depuis 1958, environ 1 700 experts israéliens ont été affectés à plus de 60 pays et environ 9 000 ressortissants de ces pays ont terminé des études en Israël. D'autres pays en voie de développement peuvent certainement organiser des programmes semblables pour partager leurs compétences et leur expérience. En fait, leur expérience de problèmes de développement particuliers pourrait bien être plus utile que les méthodes élaborées par un pays développé dans des circonstances différentes. La délégation israélienne recommande la création par le PNUD d'un groupe de travail chargé d'étudier les moyens d'accroître la coopération entre les pays en voie de développement pour la mise au point de programmes de formation et de recherche de cette nature.

34. Israël a atteint des résultats spectaculaires en matière de production alimentaire par l'application de techniques modernes. Il n'y a aucune raison pour que, avec les capitaux et les connaissances techniques nécessaires, d'autres pays n'atteignent pas semblables résultats. S'ils y arrivaient avant la fin de la prochaine

^{2/} Pour le texte de la proposition, voir document E/CONF.46/C.3/L.5/Rev.1 et E/CONF.46/C.3/2; voir également Banque internationale pour la reconstruction et le développement, The Horowitz Proposal—a staff report (Washington [D. C.], 1965). Une version mimeographiée de ce document en français a été publiée sous la cote TD/B/C.3/1.

^{3/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.IID.10.

Décennie, au lieu d'être menacés par la famine, les pays en voie de développement pourraient non seulement nourrir leur propre population mais aussi libérer une proportion considérable de leur population agricole pour le développement industriel.

35. La révolution agricole de ces dernières années permet d'espérer que la course entre la croissance de la production alimentaire et celle de la population peut être gagnée. Ce progrès, il ne faut pas l'oublier, est le résultat d'un effort international entrepris pour le bien commun. De même, toute stratégie valable pour combattre le sous-développement, si elle a nécessairement des assises nationales, doit présenter de surcroît la caractéristique de favoriser le bien commun. Toute la communauté internationale doit, pour cela, rassembler ses ressources pour la réalisation d'un objectif commun. Ce genre d'approche s'imposerait, par exemple, pour résoudre la crise des protéines; le résultat des efforts déployés par les Nations Unies pour remédier à cette situation témoignera de l'aptitude de la communauté internationale à réussir dans une telle entreprise commune.

36. Le développement économique et social des pays peu développés est essentiel à la paix et à la sécurité internationales. C'est pourquoi, en défendant la cause du développement économique, la Commission défend aussi la cause de la paix.

37. M. KASPRZYK (Pologne) déclare qu'il ressort de la récente Etude sur l'économie mondiale, 1967 que les phénomènes négatifs qui caractérisent l'économie mondiale depuis longtemps déjà sont toujours là. L'écart technique et économique qui sépare le petit groupe des Etats industrialisés à économie hautement développée et le groupe très important des pays en voie de développement est en train de s'accroître, et rien n'indique qu'il pourra être comblé dans un avenir prévisible.

38. L'un des buts de l'actuelle Décennie des Nations Unies pour le développement est la réalisation d'un taux minimum de croissance annuelle du revenu national global de 5 p. 100. Dans sa résolution 1710 (XVI), l'Assemblée générale a invité les Etats Membres à appliquer des politiques visant à aider les pays en voie de développement à atteindre ce but. Cette décennie a notamment été marquée par une profonde inégalité économique entre les diverses parties du monde. Les deux tiers de la population mondiale vivent dans des pays où la production par habitant est inférieure à 100 dollars par an, tandis que la production globale par habitant dans les pays industriellement développés est environ 11 fois plus élevée que dans les pays en voie de développement. D'autre part, le taux de natalité du tiers monde est depuis longtemps extrêmement élevé; pendant la première Décennie, il a été d'environ 25 p. 1 000 dans ces pays contre 12 et 16 p. 1 000, respectivement, dans les pays capitalistes et les pays socialistes. Il est notoire que les pays à la population plus dense ont les taux de croissance les plus bas. La situation de la production agricole des pays en voie de développement est particulièrement grave, et aucun progrès effectif n'a été réalisé dans l'agriculture de ces pays au cours de la Décennie en cours.

39. L'un des grands problèmes des pays en voie de développement est le fait que leur économie est tribu-

taire des centres de puissance économique. Selon une étude récente du FMI, une variation de 1 p. 100 dans l'indice de la production industrielle des pays en voie de développement se traduit par une variation de 1,6 à 2 p. 100 dans les recettes tirées par les pays en voie de développement de leurs exportations de matières premières et de produits fabriqués. Il ne fait aucun doute que tout changement défavorable dans l'économie des pays capitalistes se répercute sur l'économie plus vulnérable des pays en voie de développement; ceci vaut pour toutes les branches de l'activité économique, mais tout particulièrement pour le commerce extérieur.

40. Malgré les critiques que lui inspire la situation économique actuelle dans le monde, la délégation polonaise est loin d'être pessimiste en ce qui concerne la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. En vue d'éviter certaines des erreurs et des difficultés passées, il est extrêmement important de déterminer dès maintenant comment la deuxième Décennie doit être préparée, quelles sont les méthodes à employer et quels sont les objectifs principaux à atteindre. La deuxième Décennie est une entreprise économique et sociale très importante pour tous les pays, quel que soit leur degré de développement économique ou leur système politique. La Pologne, comme les autres Etats socialistes, ne peut partager avec les puissances capitalistes la responsabilité de la situation économique actuelle dans le tiers monde. La tradition colonialiste est tout à fait étrangère aux pays socialistes, qui ont toujours pris parti pour les peuples des pays en voie de développement luttant contre les forces impérialistes pour obtenir leur indépendance.

41. La délégation polonaise pense qu'il serait plus réaliste et plus efficace de décentraliser la préparation de la deuxième Décennie. Le processus consisterait en trois étapes essentielles. D'abord, les différents pays en voie de développement soumettraient leurs propres plans de développement économique pour la Décennie à leurs commissions économiques régionales respectives. Ensuite, les commissions régionales, après avoir rassemblé les données nécessaires, prépareraient des plans régionaux de développement qu'elles présenteraient au Secrétariat des Nations Unies. Enfin, le Secrétariat préparerait un plan général pour la Décennie en se fondant sur les rapports des commissions économiques régionales.

42. Les organismes des Nations Unies jouent un rôle de coordination important sur la scène économique mondiale; la délégation polonaise se félicite de voir que la planification économique prend une importance croissante dans leurs activités économiques et sociales et elle approuve entièrement cette tendance. Il faut cependant souligner que la planification ne peut remplacer une politique de développement qui doit être élaborée par les gouvernements des pays en voie de développement eux-mêmes. On a fait valoir que le développement économique des pays en voie de développement dépend essentiellement de l'aide financière qu'ils reçoivent de l'étranger. Cependant, il est apparu pendant la Décennie en cours que les conditions extérieures du développement du tiers monde, telles qu'elles sont déterminées par les pays capitalistes développés, sont moins favorables maintenant qu'elles ne l'étaient entre 1955 et 1960. Le secrétaire général

de la CNUCED a signalé que la détérioration des termes de l'échange s'est traduite, pour le tiers monde, par un manque à gagner de plus de 13 milliards de dollars, soit près de 38 p. 100 du total de l'aide officielle en provenance des pays développés. Si les entrées de capitaux dans les pays en voie de développement ont atteint pour la période 1961-1965 la somme de 8 milliards 430 millions de dollars par an, les sorties correspondantes en dividendes et en bénéfices se sont montées à 4,3 milliards de dollars. L'aide financière fournie par les puissances capitalistes hautement industrialisées aux pays en voie de développement n'est pas due à des raisons purement amicales. L'objectif principal de tout investisseur étranger privé est de réaliser le plus possible de bénéfices le plus rapidement possible. Les pays en voie de développement doivent donc faire leur possible pour affirmer leur indépendance économique au cours de la prochaine Décennie.

43. Le problème de la souveraineté sur les ressources naturelles est d'une importance capitale et les bénéfices que retirent les pays en voie de développement de leurs ressources naturelles ne doivent servir qu'à leur propre développement économique. En préparant la deuxième Décennie, il faut garder à l'esprit les dispositions pertinentes de la résolution 2158 (XXI) de l'Assemblée générale.

44. L'expérience de la Pologne a montré que le meilleur moyen de développer l'économie est de veiller à utiliser au mieux les ressources productives nationales, et d'établir les fondements d'une croissance économique auto-entretenue. Pour développer rapidement l'économie d'un pays, il faut avant tout mobiliser les ressources nationales et procéder à des réformes sociales appropriées. La réforme agraire est une condition préalable au développement, et bien des pays, la Pologne notamment, ont en la matière une expérience qui peut être utile aux pays en voie de développement. La délégation polonaise partage l'avis du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales selon lequel les pays à économie essentiellement agricole doivent, pour progresser, veiller essentiellement à augmenter leur productivité agricole, à ajuster leurs productions aux exigences des marchés externes, à diversifier leurs économies nationales grâce à l'industrialisation, et à trouver des débouchés sur les marchés internationaux (voir 1180ème séance, par. 11). Il importe donc de chercher les moyens de parvenir à ces fins.

45. La délégation polonaise considère le mouvement coopératif comme un instrument de progrès économique particulièrement utile dans les pays en voie de développement. Ce mouvement peut jouer un rôle important dans la réalisation de la réforme agraire, dans l'artisanat et les petites industries, dans le commerce et dans le secteur des services. L'absence de personnel expérimenté est pour le moment l'un des obstacles principaux au développement des mouvements coopératifs dans les pays en voie de développement, et la délégation polonaise considère que des organismes des Nations Unies tels que le Conseil économique et social et le PNUD ont un rôle tout particulier à jouer à cet égard. L'Alliance coopérative internationale et les pays ayant une grande expérience du mouvement coopératif doivent également augmenter

leur assistance aux pays en voie de développement, en particulier en ce qui concerne la formation de personnel.

46. M. SALAS (Philippines) déclare que la délégation philippine partage l'avis exprimé par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1180ème séance (A/C.2/L.1002) selon lequel le problème essentiel de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sera un problème d'exécution. Il ne fait aucun doute que cette décennie sera marquée par une crise en ce qui concerne l'aide extérieure fournie aux pays en voie de développement et le désir des organes politiques des pays développés d'accorder cette aide. A moins que certains pays industrialisés ne changent vraiment d'attitude, la deuxième Décennie se soldera par un échec. Les résultats décevants de la deuxième session de la CNUCED, qui a peu fait pour remédier à l'insuffisance de l'aide au développement et à la situation défavorable des termes de l'échange, justifient notamment ce point de vue. A l'exception d'une minorité dévouée, les pays développés se soucient de moins en moins de fournir une aide à l'étranger. Un de ces pays a récemment affecté à l'aide étrangère la portion de son budget la plus faible en 20 ans, alors qu'il ouvrait les crédits les plus importants de son histoire aux dépenses militaires et d'armement.

47. La délégation des Philippines se félicite de ce que la Commission étudie l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (point 40 de l'ordre du jour). Les pays développés consacrent à leur armement un montant représentant au moins deux tiers de l'ensemble du revenu national de tous les pays en voie de développement. A l'ère atomique, aucun investissement militaire ne saurait garantir la sécurité d'un pays. Les investissements consacrés au développement économique et social des pays pauvres peuvent seuls établir les bases de la stabilité internationale. Les statistiques de l'Etude sur l'économie mondiale, 1967 citées par le Secrétaire général adjoint ne peuvent que choquer la conscience de tout honnête homme. Les pays développés ont, au cours des huit dernières années, vu leur revenu national s'accroître de 440 milliards, soit d'un montant supérieur au revenu total de tous les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Il s'agit là de certains des symptômes du déséquilibre économique et social qu'il s'agit de faire disparaître au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

48. Il est nécessaire de modifier radicalement les attitudes et de susciter à nouveau dans tous les pays, tant développés qu'en voie de développement, le désir de remplir leurs responsabilités et leurs engagements respectifs dans le cadre d'une stratégie globale du développement. Cette stratégie devrait comprendre la fixation d'objectifs définis et de buts quantitatifs réalistes. L'une des causes de l'échec de la première Décennie a été une certaine inaptitude à relier l'action internationale aux objectifs et buts concrets fixés par chaque pays. Le représentant des Philippines espère que le débat sur la stratégie à adopter pour la deuxième Décennie se traduira par un ensemble de principes, d'idées pratiques et d'objectifs.

49. C'est aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'il incombe en premier d'assurer leur développement, puisque les quatre cinquièmes environ du coût du développement sont financés à l'aide de ressources intérieures. Le processus du développement fait intervenir toute une gamme de facteurs liés entre eux, et les pays en voie de développement doivent s'efforcer d'abolir des structures traditionnelles qui font obstacle au progrès, dans des domaines aussi décisifs que ceux de la réforme agraire, de la réforme fiscale, du développement et de la réforme de l'administration publique, du développement régional et du développement communautaire.

50. La délégation philippine estime qu'il faut relever le taux d'expansion de base. Pendant la première Décennie, l'objectif avait été fixé à 5 p. 100 et 23 pays — dont les Philippines — ont dépassé ce taux. L'objectif de croissance devrait donc être porté à 6 ou 7 p. 100 pour la deuxième Décennie, mais il devrait varier d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre, car ce serait manquer de réalisme que de fixer un objectif uniforme.

51. L'agriculture continuera à être la principale activité économique des pays en voie de développement au cours de la deuxième Décennie et doit faire l'objet d'une attention toute spéciale. On pourra, au cours de cette décennie, tirer profit de la révolution survenue dans la production alimentaire grâce à la mise au point de nouvelles variétés de céréales en Asie et en Amérique latine. Grâce à l'introduction d'une nouvelle variété de riz à rendement élevé, les Philippines, qui importaient toujours du riz, en ont exporté pour la première fois en 83 ans. C'est pourquoi la délégation philippine se félicite de l'importance particulière accordée à l'agriculture dans le plan quinquennal de la BIRD. Il ne faut pas pour autant négliger l'industrialisation qui continuera à se développer grâce à l'adaptation de la science et de la technique aux conditions locales et grâce à la pleine utilisation des ressources nationales.

52. Le développement et l'utilisation maximum des ressources humaines devraient constituer un élément essentiel de la stratégie du développement pour la prochaine Décennie. Les Philippines ont pris des mesures positives pour réorienter leur système d'enseignement en fonction des besoins du développement économique et social; près de 6 millions d'étudiants et d'élèves prennent part à des projets de développement comme le reboisement. On espère que ces responsabilités susciteront la montée d'une nouvelle génération décidée à travailler au développement du pays.

53. La deuxième Décennie exigera des efforts communs, coordonnés et intégrés de la part des pays en voie de développement comme des pays développés. Les pays riches doivent augmenter et améliorer considérablement leur aide. A la deuxième session de la CNUCED, ce n'est qu'après des débats fort longs qu'ils ont accepté que l'on fixe à 1 p. 100 de leur produit national brut l'objectif de l'aide extérieure. La date à laquelle cet objectif devait être atteint n'a pas été précisée; la délégation philippine pense qu'il devrait être atteint le plus tôt possible, mais pas plus

tard qu'en 1972. Il faudrait également assouplir les modalités de l'aide. Les pays en voie de développement versent chaque année environ 4,5 milliards aux pays développés au titre du service de la dette; à ce rythme, l'aide au développement sera négative d'ici à 1975. Il est également nécessaire de prendre d'urgence des mesures en ce qui concerne l'aide liée qui caractérise généralement les programmes bilatéraux. Près de 90 p. 100 de l'aide extérieure est fournie dans le cadre d'accords bilatéraux et le fait que l'aide soit liée réduit de près de 20 p. 100 les avantages qu'en tirent les pays en voie de développement.

54. L'adoption d'un système généralisé de préférences tarifaires et la stabilisation des prix des produits de base contribueraient sans nul doute à améliorer les relations commerciales entre pays développés et pays en voie de développement, du fait, en particulier, que les recettes à l'exportation des pays en voie de développement s'élèvent presque au quadruple du montant des capitaux qu'ils reçoivent dans le cadre de programmes d'assistance.

55. Il faut renforcer encore la coopération régionale et la compréhension; le développement des échanges et l'intégration économique entre pays en voie de développement devraient favoriser la coopération. Les banques régionales de développement et autres institutions importantes ont besoin de tout l'appui des pays développés. La délégation philippine regrette que la Banque asiatique de développement n'ait pas bénéficié de l'aide financière qu'elle mérite de la part de certains pays industrialisés. Elle déplore également qu'aucun point concernant le développement régional et la coopération régionale ne figure à l'ordre du jour de la Commission et espère que cette lacune sera comblée lors de sessions ultérieures.

56. La nécessité de mobiliser l'opinion publique, tant dans les pays développés que dans ceux en voie de développement, est un aspect important de la préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il faut faire connaître le plus largement possible les principes, les idées directrices et la stratégie du développement, afin que les habitants et les dirigeants de tous les pays se sentent tenus de travailler à la réalisation des buts et objectifs de la Décennie. A cet égard, M. Salas espère que tous les pays coopéreront le plus largement possible à la mise en œuvre de la résolution 1357 (XLV) du Conseil économique et social.

57. Le représentant des Philippines tient à réaffirmer le dévouement des Philippines à la cause du progrès économique et social. Le fait que ce pays a augmenté sa contribution à la CNUCED, pour 1969, de 75 p. 100 et sa contribution au FISE de 70 p. 100 en témoigne. En outre, les Philippines ont annoncé une contribution record au Programme alimentaire mondial et ont l'intention de cotiser au Fonds d'équipement des Nations Unies. Ces contributions indiquent que le Gouvernement philippin est convaincu que l'Organisation des Nations Unies sert la cause de la paix, de la stabilité économique et du progrès de l'humanité.

La séance est levée à 13 h 5.